

Aéroport ou barrage, aucun projet ne peut être bâti sur la violence

Par Philippe Grosvalet.

Président PS du conseil général de Loire-Atlantique.



Archives Ouest-France

Un homme est mort le 26 octobre en défendant ses idées. Dans une démocratie avancée, rien, absolument rien, ne justifie la violence. Rémi Fraisse s'opposait au projet de barrage de Sivens. Il en avait le droit, parce que le débat d'idées et la liberté de pensée sont l'ADN de la démocratie dans notre République.

Président d'un département, je porte, avec d'autres, le transfert de l'aéroport de Bouguenais, dans l'agglomération nantaise, vers Notre-Dame-des-Landes. Voici plusieurs années que ce projet met aux prises les pour et les contre, qu'il exacerbe le débat public. J'ai la conviction qu'il s'agit d'un moteur du développement pour l'Ouest de la France.

Cette ambition politique n'est pas uniquement le fruit de rapports d'experts, ni l'alignement sur des groupes de pression. J'ai le souci d'un juste équilibre entre le développement économique et social et la préservation indispensable de nos ressources naturelles. Le projet d'aéroport du grand Ouest répond, selon moi, à ce double défi.

Cela étant, je sais qu'aucun projet ne peut être bâti sur la violence: Que la violence engendre la violence et qu'elle menace les fondements de notre démocratie. Je sais aussi que, désormais, tout projet d'aménagement public nous expose à des mobilisations hétérogènes qui, pour certaines, deviennent sources de menaces.

La violence est, et a toujours été, le pire ennemi de la démocratie. Ni la force du droit, ni le droit de la force publique ne suffisent à trouver une issue. Seul un nouveau pacte démocratique permettra de construire les

grands projets d'infrastructure nécessaires à nos territoires. À Notre-Dame-des-Landes, comme ailleurs, auprès de groupes de contestation se sont constitués des réseaux aux méthodes radicales. Leur objectif est d'empêcher le processus démocratique par la violence en s'abritant derrière celles et ceux qui contestent dans le cadre républicain.

L'escalade de la violence ne peut être une réponse acceptable. Nous savons comment cela peut devenir incontrôlable, comment des affrontements peuvent dégénérer. Nous savons aussi comment l'absence de cadre institutionnel et d'espace de dialogue peut être source de colère.

« Imaginer de nouvelles formes de débat public »

Rémi Fraisse est aussi une victime de cette confusion entretenue entre revendication organisée et violence planifiée. Comme tant d'autres, il devait croire en la capacité à changer le monde. Sa mort, à Sivens, ne peut pas nous laisser indifférents. Nous devons nous interroger pour construire de nouvelles formes de débat démocratique et d'élaboration de la décision publique. Pour pouvoir continuer à construire des infrastructures, pour assumer de nouveaux grands projets et expliquer que les investissements publics font la richesse de nos territoires.

Il faut réhabiliter la politique, imaginer de nouvelles formes d'enquêtes et de débats publics contradictoires afin que des décisions prises démocratiquement soient acceptées et respectées par tous. Il n'est pas concevable de s'en remettre uniquement à la force, à l'expertise ou aux procédures juridiques. C'est aussi cette conception de la démocratie qui doit distinguer un gouvernement de gauche d'un gouvernement de droite. Nous ne pouvons nous laisser enfermer dans cette spirale de la violence.